



Extrait du site Terre-en-vue

<https://www.terre-en-vue.be/actualite/article/petition-reforme-ape-oui-mais-a-pas-a-n-importe-quel-prix>

Pétition - Réforme APE : Oui, mais à pas à n'importe quel prix !

- Actualité -

Date de mise en ligne : vendredi 21 septembre 2018

Copyright © Terre-en-vue - Tous droits réservés

Nombre d'entre vous ont déjà entendu parler **des points APE, Aides à la Promotion de l'Emploi (APE)**. Ce sont des subventions octroyées, entre autres, aux associations du secteur non marchand (socioculturel, santé, action sociale, formation, éducation et recherche, etc.) situées en Wallonie. Ce sont donc des aides qui, au-delà de l'objectif de réinsérer des personnes en recherche d'emploi, contribuent à l'action des associations qui oeuvrent pour l'intérêt général.

Au total, les points APE concernent plus de 60.000 travailleurs-ses qui se dévouent quotidiennement pour l'ensemble de la société.

Et nous, travailleurs de Terre-en-vue, en faisons partie.

Les APE couvrent 40% de notre budget asbl (= financement de l'équipe et des activités). C'est donc notre principal poste de financement de l'asbl.

Or, ce dispositif APE va être réformé par le Gouvernement Wallon. Et la forme que prend cette réforme ne s'annonce pas favorable aux associations.

En effet, d'après ce projet de réforme, les pertes pour chaque association sont estimées entre 4 à 10 % de la subvention - voire 30 à 50 % dans certaines structures ! Sans compter la réduction de 20 % qui touche actuellement tous les renouvellements des décisions APE à durée déterminée.

Ramené au nombre de postes APE existants aujourd'hui, c'est quelque 2.000 à 6.000 postes qui risquent de disparaître avec comme conséquence inévitable et dramatique, une baisse de la qualité des services aux personnes et aux citoyens-nes.

En ce qui nous concerne, asbl Terre-en-vue, d'après cette réforme, nous perdrons 1/3 du soutien APE. Alors même que le ministre Jeholet, en charge de la réforme, a promis que celle-ci n'aurait pas d'impact sur l'emploi subventionné...

Soutenons-nous !

Sans remettre en question les négociations actuelles menées par les partenaires sociaux avec le cabinet Jeholet et le Gouvernement de la RW, il s'agit surtout pour nous, associations, de recentrer le débat sur les dangers que risque de faire encourir un projet de réforme (s'il est voté en l'état) sur la qualité et la diversité des services rendus aux citoyens.

La réforme proposée ne doit pas être l'occasion d'économies budgétaires ou l'abandon pur et simple de certains services à la population sous des prétextes de maîtrise budgétaire, de transparence et de bonne gouvernance. **Au contraire, les besoins criants de notre société, en panne de solidarité classique, imposent de soutenir et renforcer les services à la population dans le secteur non marchand.**

C'est pourquoi nous vous appelons à signer et diffuser une pétition disponible [en cliquant ici](#).

Nous vous invitons également à la diffuser le plus largement possible.

Ensemble, disons NON à une réforme qui fragilisera la solidarité au sein de la société, particulièrement auprès de celles et ceux qui en ont le plus besoin - **dont nos agriculteurs.**

Merci à vous !